

INDE : FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2025

Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch) : BBB/Baa3/BBB-

Monnaie locale : roupie indienne (INR) / Régime de change : flottant administré

Horizon neutralité climat : 2070

**FORCES**

- Taille du marché interne, démographie favorable
- Secteur des services développé (TIC)
- Amélioration de l'environnement des affaires
- Dette externe faible, réserves en devises confortables
- Continuité politique

FAIBLESSES

- Dépendance énergétique
- Infrastructures défaillantes et insuffisantes
- Protectionnisme, lourdeurs administratives
- Pauvreté, inégalités

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance indienne a ralenti à +6,5% pour l'exercice budgétaire terminé en mars 2025 (après +9,2%), tirée par un ralentissement de l'investissement et des dépenses publiques de consommation en particulier. Pour l'exercice budgétaire en cours (FY2025/26), l'activité resterait résiliente. Les dépenses publiques d'investissement, ainsi que la consommation des ménages, favorisée par la baisse de l'inflation, la réduction de l'impôt sur les revenus et de la taxe sur les produits et services soutiendrait, l'activité.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement poursuit dans la voie d'une réduction progressive du déficit public, qu'il prévoit de ramener à -4,4% du PIB sur l'exercice budgétaire en cours (après -4,8% précédemment). Le ratio dette/PIB est relativement élevé (un peu plus de 80% du PIB) mais n'est pas source de risques à ce stade. La dette publique indienne est en effet majoritairement libellée en monnaie nationale (environ 96% du total) donc peu sensible à une dépréciation de la roupie et dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans, ce qui limite le risque de refinancement.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le niveau de vulnérabilité externe s'est amélioré grâce à la réduction du déficit courant, favorisé par le dynamisme des exportations des services et la diminution de la facture énergétique (pétrole importé), ainsi qu'au renforcement des réserves de change. Celle-ci couvrent près de 90% de la totalité de la dette externe du pays fin 2024. Les incertitudes entourant la politique commerciale américaine (1^{er} client du pays) est cependant source d'inquiétude pouvant peser sur l'évolution de balance commerciale dans le courant de l'année. La roupie a eu tendance à se déprécier depuis fin 2024, dans un contexte d'incertitudes commerciales, tensions avec le Pakistan et sorties des capitaux. La monnaie n'a pas encore retrouvé son niveau de 2023 mais les pressions baissières se sont apaisées. La banque centrale reste par ailleurs vigilante et devrait continuer à intervenir sur le marché des changes en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : L'amélioration des ratios bancaires se poursuit grâce aux diverses mesures de soutien mises en place par le gouvernement. Le taux de NPL des banques commerciales a baissé à 2,3% en mars 2025 (contre 3,4% précédemment).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : L'élan de réformes structurelles se poursuit en Inde grâce à l'appui de l'Alliance nationale démocratique (NDA), dirigée par le parti du Premier ministre, le Bharatiya Janata (BJP), qui dispose de la majorité des sièges au sein de la chambre basse du parlement.
- **Climat des affaires** : Le climat des affaires est en constante amélioration, favorisé par les diverses réformes et mesures entreprises par le gouvernement (mise en place de la TVA unique, ouverture de certains secteurs à l'investissement privé, programme d'investissements dans les infrastructures, simplification des règles relatives aux IDE...). Des mesures visant à consolider un ensemble de lois nationales du travail sont par ailleurs en train d'être finalisées par plusieurs Etats indiens.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). Le gouvernement prévoit néanmoins d'augmenter la part du renouvelable dans le mix électrique du pays. L'Inde demeure par ailleurs vulnérable au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes (inondations en particulier) de plus en plus fréquents.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

Exportations	Importations
Combustibles minéraux	Pétrole
Diamants, articles de bijouterie	Or, diamants
Machines, appareils mécaniques	Machines, appareils et matériels élect.
Machines, appareils électriques	Machines, appareils méca.
Médicaments	Produits chimiques organiques

Source : Cnuced

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

Exportations	Importations
Etats-Unis d'Amérique	Chine
Emirats arabes unis	Emirats arabes unis
Chine	Etats-Unis d'Amérique
Pays-Bas	Russie
France (16ème)	France (29ème)

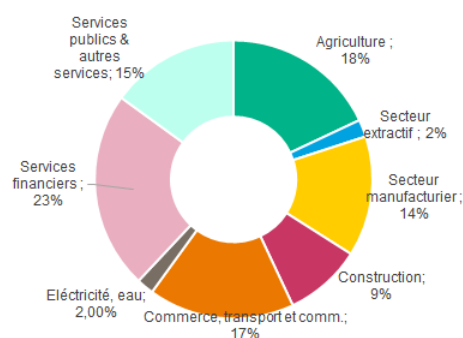


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

INDE	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25(e)	2025/26(p)	2026/27(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	3 167	3 346	3 638	3 909	4 187	4 601
Rang PIB mondial	7	6	7	6	6	5
Population (Mns)	1 407,6	1 417,2	1 428,6	1 441,7	1 454,6	1 467,2
Rang Population mondiale	2	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	2 250	2 361	2 547	2 711	2 878	3 136
Croissance PIB (%)	9,7	7,6	9,2	6,5	6,4	6,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,5	6,7	5,4	4,7	4,2	4,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	68,1	62,3	63,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	83,4	82,1	81,2	81,2	80,3	79,6
Solde public consolidé (% PIB)	-9,4	-9,0	-7,9	-7,4	-6,9	-7,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,2%	-2,0%	-0,7%	-0,6%	-0,9%	-1,4%
IDE (% du PIB)	2,1%	2,4%	2,3%	2,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	12,1	8,8	9,7	9,9	10,7	11,5
Dette extérieure totale (% PIB)	19,5%	18,6%	18,5%	19,1%	18,6%	18,3%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,6%	3,8%	3,5%	3,6%	3,4%	3,3%
Taux de change***	74	79	83	84	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,8	15,8	15,6	17,3	NA	NA
Taux de NPL	6,5	4,8	3,4	2,3	NA	NA
ROE	9,9	12,7	14,5	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	113	109	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	98	97	96	94	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	131	136	113	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	9	13	4	6	4	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI (WEO, avril 2025), * Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Répartition de la VA (% , exercice budgétaire 2023-2024)



Source: Ministry of Statistics & Program Implementation



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une croissance prévue résiliente

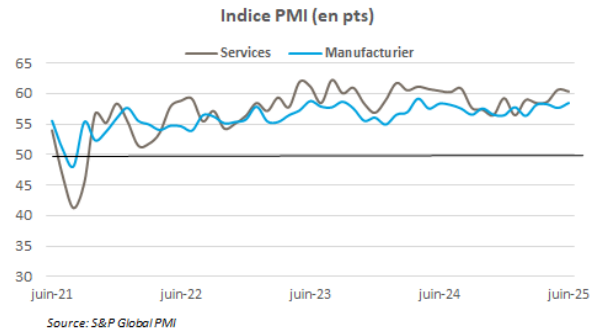
La croissance indienne a ralenti à **+6,5%** lors de l'exercice budgétaire 2024/25 (terminé en mars 2025), après +9,2% sur l'exercice précédent. Cette modération est liée au ralentissement des dépenses de consommation publiques et des investissements.

Pour l'exercice budgétaire en cours 2025/26 (qui se termine en mars 2026), la croissance est prévue stable, de l'ordre de **+6,5%**¹. Cette prévision pourrait être toutefois revue à la hausse compte tenu d'un T1 plus dynamique que prévu² (non pris en compte dans les prévisions de juin-juillet des divers instituts). Au T1 de l'exercice en cours (avril 2025-juin 2025), la croissance a atteint + 7,8% en g.a. (après +7,4% lors du trimestre précédent), contre +6,7% prévus par les marchés. L'activité a été tirée par la consommation des ménages et du gouvernement, et par les services.

Pour les trimestres à venir, la consommation des ménages devrait bénéficier de la baisse de l'inflation, ainsi que des réductions de l'impôt sur les revenus de la classe moyenne et de la taxe sur les produits et services³. L'investissement serait soutenu par les dépenses publiques dans les infrastructures, tandis que l'assouplissement monétaire, ainsi que l'amélioration du bilan des banques publiques favoriseraient l'investissement privé (logements en particulier).

Sur le front externe, la mise en place des tarifs douaniers américains, prévus à ce stade à 50%, est susceptible de peser sur la croissance⁴. Ce nouveau tarif toucherait près de 70% des exportations indiennes de biens vers les Etats-Unis (qui absorbent près de 18% des exportations en moyenne, soit environ 2% du PIB). Il est à noter cependant que les exportations indiennes demeurent en grande partie axées sur les services (près de la moitié des exportations du pays) et seraient a priori épargnées par le durcissement de la politique commerciale américaine. De plus, les négociations avec les Etats-Unis se poursuivent.

A noter par ailleurs que les indicateurs de confiance relatifs aux services et à l'industrie manufacturière demeurent largement en zone d'expansion⁵ (Cf. graphique ci-après).

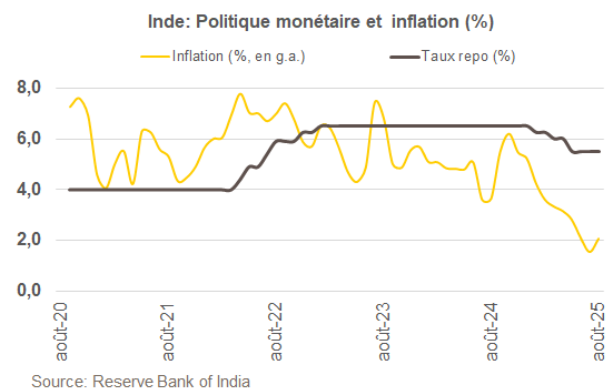


• Poursuite de l'assouplissement monétaire

L'inflation est tombée à **2,1 % en août 2025** (contre 5,2 % fin 2024), tirée par la baisse des prix alimentaires. La banque centrale (RBI) prévoit un taux d'inflation de **3,1% en moyenne pour l'exercice budgétaire en cours**, soit compatible avec la fourchette cible (entre 2% et 6%).

Dans ce contexte, elle pourrait poursuivre son cycle d'assouplissement monétaire initié en février 2025. En juin 2025, la RBI a encore abaissé de 50 pdb son taux directeur (repo) à 5,5%, soit la troisième baisse depuis le début d'année. Le taux est néanmoins resté inchangé lors de la dernière réunion du comité monétaire en août 2025.

Les prévisionnistes de marché tablent sur une nouvelle baisse du taux repo cette année, comprise entre 25 et 50 pdb.



• Le secteur bancaire apparaît solide

Le secteur bancaire continue d'afficher des chiffres rassurants. Les efforts entrepris par l'Etat indien (recapitalisation, restructuration des banques publiques⁶, ouverture du capital, création d'une entité pour absorber une partie des créances douteuses...) ont porté leurs fruits.

¹ Sources : FMI (juillet 2025) : +6,4 ; Banque Mondiale (juin 2025) : +6,3% ; RBI (juillet 2025) : +6,4%, S&P (juillet 2025) : 6,5%, Standard Chartered (juillet 2025) : +6,6%.

² A titre d'illustration, l'agence Fitch Ratings a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour l'Inde, passée à +6,9% (+6,5% précédemment), le 10 septembre dernier.

³ Entrée en vigueur prévue le 22/09.

⁴ Selon les prévisions de [Barclays](#), le durcissement de la politique commerciale américaine pourrait réduire la croissance de 30 pdb cette année.

⁵ Au T1 de l'exercice budgétaire en cours (avril à juin 2025), les entreprises indiennes auraient enregistré l'une des plus fortes hausses des commandes externes depuis près de 20 ans d'enquête.

⁶ Depuis 2011, le secteur bancaire indien a été fragilisé par la détérioration du bilan des entreprises, qui s'est traduit par une dégradation des actifs du secteur. Le gouvernement a annoncé un plan de recapitalisation des banques publiques en octobre 2017 et un processus de restructuration des banques a également été mis en place.



Selon le rapport de la banque centrale de juin 2025, le ratio des capitaux propres sur les actifs pondérés des risques est à 17,3% (après 17,1% en mars 2023).

Le taux des prêts non performants bruts évolue de nouveau favorablement avec une baisse à 2,3 % en mars 2025 (contre 3,4% en mars 2024).

Les divers tests de résistance confirment par ailleurs la résilience du secteur bancaire même en cas de choc sévère.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le processus de consolidation budgétaire se poursuit**

Le déficit public du gouvernement central pour l'exercice 2024/25 (terminé en mars 2025) a **atteint -4,8% du PIB** (contre -5,6% du PIB lors de l'exercice précédent), un résultat meilleur qu'anticipé dans le budget (-5,1% du PIB initialement prévu puis révisé à la à -4,9%), lié en partie à la remontée record des dividendes de la banque centrale (+27%).

Pour l'exercice budgétaire 2025/26 (qui se termine en mars 2026), le gouvernement prévoit de ramener le déficit à -4,4% du PIB⁷.

Les dépenses d'investissement dans les infrastructures restent prioritaires et devraient représenter 3,1% du PIB (comme lors de l'exercice précédent). Le gouvernement a aussi annoncé une **réforme de l'impôt** (exonération de l'impôt sur le revenu pour les personnes gagnant jusqu'à 1,28 M INR - environ 14,8 KUSD) et réduction du taux d'imposition, afin de soutenir le pouvoir d'achat et ainsi stimuler la consommation des ménages, de même que l'investissement immobilier, qui devrait également bénéficier de l'assouplissement monétaire.

Le manque à gagner pour l'Etat lié à la réforme de l'impôt ne remettrait pas en cause la consolidation budgétaire, grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale (mesures pour réduire la fraude) et aux transferts de dividendes de la RBI, attendus proches de ceux observés lors de l'exercice précédent.

- **Une dette publique en diminution**

La dette publique indienne a atteint un pic à 88,4 % du PIB sur l'exercice budgétaire 2020/21. Depuis, ce ratio a diminué grâce à la dynamique de croissance. **Pour l'exercice budgétaire terminé en mars 2025, le ratio dette/PIB est estimé 80,3% du PIB**.

La dette est principalement libellée en monnaie nationale (environ 96% du total), donc **peu sensible à une dépréciation de la roupie indienne face au dollar**. Sa maturité moyenne est supérieure à 8 ans, ce qui

réduit le risque de refinancement, et l'exposition aux non-résidents est très limitée (environ 5% du total de la dette). Ainsi, elle n'est pas source de risque à ce stade.

Le pays dispose en outre d'un accès aisé aux différentes sources de financement, favorisé notamment par son rating souverain auprès des 3 principales agences de notation. L'agence S&P a par ailleurs réhaussée la note du pays à BBB (BBB-précédemment) à mi-août 2025.

La dette publique devrait par ailleurs diminuer lentement, prévue autour de 77% du PIB à l'horizon 2030/2031, selon les prévisions du FMI⁸. Elle resterait cependant supérieure au ratio limite de dette/PIB préconisé par le *Fiscal Responsibility and Budget Management (FRBM Committee Report)* qui est à 60% pour la dette consolidée (40% du PIB pour la dette du gouvernement central).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant en diminution**

La balance commerciale indienne est structurellement déficitaire. Les exportations de biens (articles de bijouterie, textiles, métaux, produits agricoles et chimiques) ne compensent pas les besoins d'importations, d'énergie principalement (pétrole et dérivés), mais aussi d'or. **Les exportations de services à contenu technologique** (technologies de l'information, etc.) **compensent en partie le déficit commercial en biens**. **Les transferts de travailleurs expatriés** constituent également une ressource importante pour couvrir une partie du déficit de la balance courante, qui aurait atteint **-0,6% du PIB sur l'exercice budgétaire 2024/25** selon les données préliminaires de la RBI (après -0,7% du PIB)⁹.

Pour l'exercice budgétaire en cours (2025/26), le déficit courant devrait légèrement se creuser, prévu autour de -0,9% du PIB par le FMI. Le contexte commercial international demeure cependant très incertain et **l'évolution des négociations avec les Etats-Unis (1^{er} client du pays) sera déterminante pour l'évolution de la balance commerciale** en biens du pays. Sur ce point justement, les négociations avec le gouvernement américain se poursuivent.

L'Inde poursuit par ailleurs la diversification de ses marchés à l'export via notamment la signature d'accords de libre-échange¹⁰, dont le plus récent [signé avec le Royaume Uni en mai 2025](#).

Le prix du pétrole plus faible (1^{er} poste d'importations) **favoriserait en revanche la baisse de la facture énergétique du pays**.

⁷ Source : [budget_speech.pdf](#)

⁸ Source: FMI (Février 2025) : [India: 2024 Article IV Consultation- Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for India](#)

⁹ Les transferts de fonds d'expatriés ont atteint un nouveau record à [135,5 Md\\$](#), sur l'exercice budgétaire 2024/25, soit une hausse de +14% par rapport à l'exercice précédent.

¹⁰ En 2025, l'Inde comptait 13 accords de libre-échange actifs et plusieurs négociations sont en cours avec l'UE notamment.



- **IDE : un bilan contrasté**

L'Inde continue de figurer parmi les destinations d'IDE les plus prisées au monde. Selon les données de la RBI, l'Inde a enregistré des flux d'IDE entrants de 81 Md\$ au cours de l'exercice 2024/25, soit une hausse de +13,7% par rapport à l'exercice 2023/24. Singapour, Maurice, les Emirats, les Pays-Bas et les États-Unis ont représenté plus de 75 % des flux entrants sur la période.

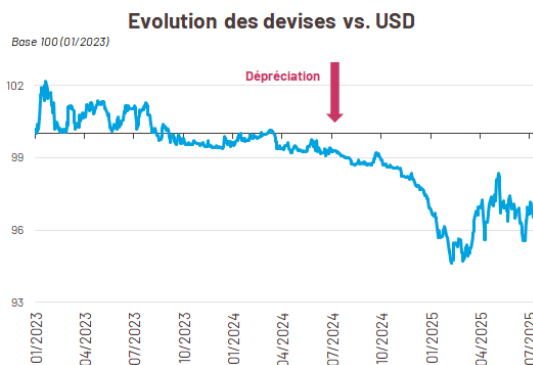
En revanche, les flux d'IDE nets (i.e. flux entrants moins flux sortants) ont baissé de 96% à seulement 0,4 Md\$ (contre 10,1 Md\$ précédemment). La hausse du rapatriement de dividendes d'entreprises étrangères, ainsi que de l'investissement des entreprises indiennes à l'étranger sur la période, expliquerait ce mouvement baissier sur les flux nets d'IDE. A noter que l'Inde reste la 3^{ème} destinations IDE en Asie en 2024, après la Chine et Singapour selon les données du dernier rapport de la [CNUCED](#).

- **Une dette externe en augmentation mais relativement faible**

La dette externe indienne atteint 736,5 Md\$ en mars 2025, soit +10% par rapport à la même période l'an passé, mais demeure relativement faible à 19,1% du PIB (après 18,5%). La part publique (gouvernement) est minoritaire, représentant 22,8% du total de la dette externe à fin mars 2025.

Les réserves de change restent par ailleurs très confortables à 702,8 Md\$ à fin juin 2025, et couvrent la quasi-totalité de la dette externe du pays.

- **Un contexte externe peu favorable à la roupie en ce début d'année**



La roupie indienne a eu tendance à se déprécier depuis le T4 2024 (cf. graphique ci-dessus) notamment en raison de sorties de capitaux (cf. IDE : un bilan contrasté), à l'incertitude politique lié au commerce mondial, ainsi qu'au conflit indo-pakistanaï d'avril-mai. Depuis, les pressions baissières sur la monnaie se sont réduites mais la roupie n'a pas retrouvé son niveau de 2023.

L'apaisement des tensions avec le Pakistan, ainsi qu'un éventuel accord commercial avec les États-Unis pourrait soutenir le cours de la monnaie sur le restant de l'année, d'autant plus que le prix relativement faible du pétrole limiterait le creusement de la balance commerciale du pays.

La banque centrale (RBI) reste cependant vigilante et devrait continuer à intervenir sur le marché des changes afin qu'une appréciation/dépréciation de la monnaie se fasse de manière ordonnée.

A noter par ailleurs que les réserves de change confortables de la banque centrale lui offrent la possibilité de continuer à intervenir sur le marché du change pour soutenir la monnaie si besoin.

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Poursuite des réformes**

La popularité du parti, le Bharatiya Janata (BJP), repose sur celle du Premier Ministre Narendra Modi qui a été reconduit pour un 3^{ème} mandat consécutif lors des élections générales d'avril à juin 2024.

Bien que le BJP ne dispose pas de la majorité des sièges au sein de la chambre basse du parlement comme précédemment, la coopération avec les autres partis de l'alliance nationale démocratique (NDA), dirigée par le BJP (principal parti de cette coalition) permet au gouvernement de poursuivre son programme de réformes.

Le BJP domine par ailleurs le paysage politique dans la moitié des assemblées des États indiens ce qui limite d'éventuelles dissensions politiques au niveau régional.

Sur le plan des relations internationales, le gouvernement devrait poursuivre ses efforts pour resserrer ses liens stratégiques avec les États-Unis (1^{er} client à l'export), tout en équilibrant ses liens avec la Russie. Les différends avec la Chine persisteront mais les deux pays ont conscience de leurs intérêts économiques et commerciaux communs. La Chine et l'Inde sont par ailleurs de plus en plus interdépendantes économiquement (échanges commerciaux, accords concernant la sûreté maritime.). Les relations avec le Pakistan, autour de la région du Cachemire, restent en revanche tendues, malgré un accord récent de cessez-le-feu, sous l'égide des États-Unis, à suite de la la recrudescence des violences d'avril- mai 2025.

En termes d'intégration régionale, l'Inde fait partie du nouveau partenariat économique en Asie Pacifique¹¹ annoncé par le président américain Joe Biden lors du sommet du Quad (mai 2022). Ce partenariat regrouperait 13 pays, dont l'un des objectifs serait la réorganisation des chaînes de valeur (hors Chine). Enfin sur le plan commercial, l'Inde dispose

¹¹ Il s'agit du *Indopacific Economic Framework (IPEF)*.



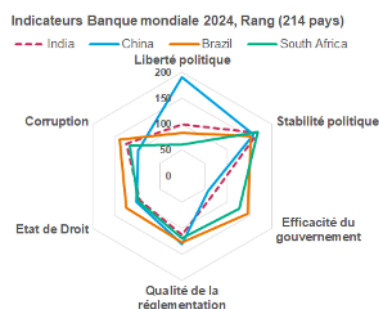
d'une quinzaine d'accords de libre d'échange en vigueur. Le pays a conclu un accord commercial avec la Royaume-Uni (mai 2025) et avec les membres de l'Alliance européenne de libre-échange (en 2024)¹². L'accord de libre-échange avec l'UE est en cours d'étude, tandis qu'un accord avec les Etats-Unis devrait être signé dans le courant de l'année.

- **Un climat des affaires en amélioration**

Le climat des affaires bénéficie des diverses réformes entreprises par le gouvernement ces dernières années (mise en place de la TVA unique, ouverture de certains secteurs à l'investissement privé, programme de relance des infrastructures...).

En juillet 2024, le gouvernement a annoncé une réduction du taux d'imposition des entreprises étrangères de 40% à 35%, une simplification des règles relatives aux IDE, ainsi qu'une modification de la loi sur les douanes afin de faciliter les importations¹³. La législation du travail est cependant encore considérée comme complexe et restrictive, ce qui augmente les coûts pour les entreprises et découragerait l'investissement. Des mesures visant à consolider un ensemble de lois nationales du travail sont cependant en train d'être finalisées par plusieurs Etats indiens.

En matière de gouvernance, l'Inde rencontre cependant des lacunes mais semble un peu mieux classée en matière de **qualité de la réglementation par rapport aux autres membres des BRICS** (Cf. graphique ci-dessous). **La perception de la corruption reste cependant élevée**, selon les indicateurs de la Banque Mondiale, mais moins prégnante qu'au Brésil par exemple.



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

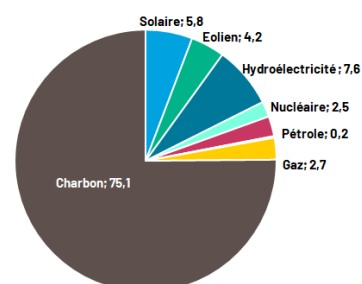
5. POLITIQUE CLIMAT

L'Inde demeure vulnérable au changement climatique, en particulier à des phénomènes météorologiques extrêmes ([inondations](#), glissement des terrains) de plus en plus fréquents et à des aléas à évolution plus lente comme l'élévation du niveau de la mer, la perte de biodiversité et l'insécurité hydrique.

Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité, Cf. graphique ci-dessous), du pétrole pour les transports et l'industrie, ainsi que la biomasse pour le chauffage résidentiel et la cuisson.

Signataire des accords de Paris, l'Inde s'est engagée à réduire l'intensité des émissions de GES de 45 % à l'horizon 2030 par rapport au niveau des émissions de 2005. Le pays prévoit notamment d'augmenter la part de la capacité électrique installée provenant de sources non fossiles à 50 % d'ici 2030. Le pays ne devrait pas cependant abandonner [le charbon](#) puisque 24 GW de nouvelles centrales électriques à charbon seraient en cours de construction afin de pouvoir répondre à la demande croissante¹⁴.

Inde : production d'électricité par sources, en %
(2023=1958,24 TWh)



Source : Ember, 2025

d'expansion des mines de charbon en 2022, compte tenu d'une demande accrue consécutive à la crise énergétique qui a sévi dans ce pays. Une hausse de la production de charbon locale est ainsi source d'inquiétude pouvant faire baisser les prix locaux et, par conséquent, faire concurrence aux projets d'énergies renouvelables, dont le coût de production pourrait s'avérer relativement plus important.

¹² En mars 2024, l'Inde a signé un accord de libre-échange avec 4 pays européens : la Suisse, le Lichtenstein, la Norvège et l'Islande (tous membres de l'Alliance européenne de libre-échange (AELE)).

¹³ Concernant notamment les différentes preuves d'origine des biens.

¹⁴ L'Inde a assoupli les règles en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon et des activités connexes, ainsi que les règles de conformité obligatoires pour les projets



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.